BV.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
14-06-1990
Vandemeulebroecke
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 19.769/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, le 22 mars 1990, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant création de l'Institut royal des établissements scientifiques et culturels nationaux et de l'Institut royal des Sciences de la Terre et de l'Espace", a donné le 17 mai 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 maart 1990 door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot oprichting van het Koninklijk Instituut voor nationale wetenschappelijke en culturele instellingen en van het Koninklijk Instituut voor Aarde - en Ruimtewetenschappen", heeft op 17 mei 1990 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

Dispositif.

Article 1er.

L'article 1er, § 1er, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er. Il est crée deux organismes ayant la personnalité civile et dénommés l'un "Institut royal d'établissements scientifiques et culturels nationaux", l'autre "Institut royal des sciences de la terre et de l'espace".

L'article 1er, § 1er, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"L'Institut royal d'établissements scientifiques et culturels nationaux exerce les attributions à l'égard des établissements suivants :".

La même observation vaut pour l'alinéa 3.

Dans les alinéas 2 et 3 du même paragraphe, les tirets sont à remplacer par 1°, 2°, 3°, etc.

Dans l'alinéa 4, il y a lieu de supprimer l'adverbe "également".

Les alinéas 5 et 6 doivent former un paragraphe 2.

A l'alinéa 5, 1°, il y a lieu d'écrire :

"1° ajouter d'autres établissements à la liste que ceux énumérés à l'alinéa 3";

Le 2° serait mieux rédigé comme suit :

"2° créer, grouper ou supprimer de nouveaux établissements ou arrêter ...".

A l'alinéa 6, il y a lieu d'écrire :

"Les Instituts sont placés sous le contrôle du ministre duquel relèvent les instituts scientifiques concernés".

Cette observation vaut également pour les articles 6, 11, § 1er, 12, § 1er, et 14.

L'article 1er, § 2, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. A l'article 1er, B, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, modifié par l'arrêté royal n° 431 du 5 août 1986, le décret du Conseil régional wallon du 23 avril 1986, le décret du Conseil flamand du 13 juillet 1988, l'arrêté royal du 16 novembre 1988, sont insérées dans l'ordre alphabétique, les mentions suivantes :

1° "Institut royal d'établissements scientifiques ..."

2° "Institut royal des sciences ...".

Article 2.

L'article 2, alinéa 1er, doit être rédigé comme suit :

"Art. 2. Le siège des instituts se situe dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale".

L'article 2, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Les instituts sont des institutions qui, en raison de leurs activités, n'appartiennent pas exclusivement à une communauté".

Article 3.

L'article 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 3. Les instituts remplissent des missions de service public et exercent des activités de recherche scientifique se rapportant à ces missions.

La nature des missions et les compétences de chaque établissement sont fixées par arrêté royal délibéré

en conseil des ministres et pris sur la proposition du conseil d'administration.

Les instituts mettent en valeur leur patrimoine culturel et scientifique et promeuvent la recherche scientifique".

Chapitre II.

La subdivision usuelle d'un chapitre se fait en sections. Il convient de remplacer le A par "Section Ire - L'Institut royal d'établissements ...".

Le B doit être remplacé par Section II.

Articles 4 et 5.

Tel qu'il est rédigé, le paragraphe 1er de l'article 4 pourrait donner à penser que tous les membres du conseil d'administration sont nommés par le Roi (par arrêté délibéré en conseil des ministres). En réalité, seuls les membres visés au 1, au 2 et au 3 de l'article 4, § 1er, sont ainsi nommés, pour une durée de quatre ans renouvelable. L'administrateur général et l'administrateur général adjoint sont aussi nommés par le Roi, par arrêté délibéré en conseil des ministres, mais selon une procédure particulière et pour une durée de six ans renouvelable; ils sont membres de droit du conseil d'administration aussi longtemps qu'ils sont en

fonction. Quant aux chefs d'établissements, ils siègent à tour de rôle au conseil d'administration pendant deux ans.

Dans l'énumération de l'article 4, § 1er, les chiffres 1, 2, 3 et 4 devraient être remplacés par 1°, 2°, 3° et 4°.

La même observation vaut pour les articles 7, 10, 12, 15, 17, § 4, 18, 26, §§ 1er et 5.

Le texte du 2° est ambigu, en ce qu'il ne permet pas de déterminer si l'intention du Gouvernement est que les trois milieux visés soient tous représentés. Si telle est l'intention du Gouvernement, il conviendrait de préciser le texte dans ce sens.

Au paragraphe 2, le recours à une notion de rôle linguistique n'est pas adéquat pour désigner des personnes qui n'appartiennent pas nécessairement à l'Administration.

Compte tenu des remarques qui précèdent le texte suivant est proposé pour les articles 4 et 5 :

"Art. 4. § 1er. Le conseil d'administration de l'Institut royal d'établissements scientifiques et culturels nationaux est composé de membres nommés par le Roi par arrêté délibéré en conseil des ministres, à savoir :

1° un président et cinq membres issus des milieux scientifiques, culturels et économiques et proposés par le ministre dont l'Institut relève;

2° six membres issus des milieux scientifiques, culturels et économiques dont trois proposés par l'Exécutif flamand et trois proposés par l'Exécutif de la Communauté française;

3° un membre proposé par l'Exécutif de la Communauté germanophone;

4° trois chefs d'établissement remplacés tous les deux ans et choisis respectivement parmi les chefs d'établissements :

a) des archives générales du Royaume et des archives de l'Etat dans les provinces et de la Bibliothèque royale Albert 1er;

b) des Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique, des Musées royaux d'art et d'histoire et de l'Institut royal du patrimoine artistique;

c) de l'Institut royal des sciences naturelles de Belgique et du Musée royal de l'Afrique centrale.

L'administrateur général et l'administrateur général adjoint sont membres de droit du conseil d'administration.

§ 2. Les membres visés au paragraphe 1er, 1°, doivent être en nombre égal d'expression française et néerlandaise.

En dehors des chefs d'établissement visés au paragraphe 1er, 4°, les membres du conseil d'administration ne peuvent pas appartenir au personnel des établissements.

§ 3. Les membres du conseil d'administration visés au paragraphe 1er, 1° à 3°, sont nommés pour une période de quatre ans renouvelable.

En cas de décès ou de démission, le successeur désigné achève le mandat de son prédécesseur.

§ 4. Le Roi peut, par arrêté royal délibéré en conseil des ministres, apporter des modifications à la composition du conseil d'administration, par arrêté royal délibéré en conseil des ministres, lorsque le nombre d'établissements regroupés au sein de l'Institut est modifié conformément à l'article 1er, § 2".

"Art. 5. § 1er. Les membres du conseil d'administration visés à l'article 4, § 1er, 1° et 2°, ont seuls voix délibérative.

§ 2. Le conseil d'administration choisit, parmi ses membres ayant voix délibérative, un vice-président. Si

le président est d'expression française, le vice-président est d'expression néerlandaise et inversement.

En cas de parité des voix, la voix du président, ou celle du vice-président, s'il en exerce la fonction, est prépondérante.

§ 3. L'administrateur général ou, en son absence, l'administrateur général adjoint, est le secrétaire du conseil d'administration.

§ 4. En cas de démission ou de décès, le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur".

Article 6.

Il y a lieu de se référer à l'observation faite sous l'article 1er, § 1er, alinéa 6.

Article 7.

1. La première phrase du texte introductif serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 7. Sous réserve des articles 10, 11 et 21, le conseil ... la gestion de l'Institut".

2. La seconde phrase du texte introductif doit constituer un alinéa 2.

Il résulte de cet alinéa 2, 2 (devenant 2°) du même article 7 que le bureau (dont l'organisation est fixée par l'article 9 du projet) établit une proposition de budget à l'intention du conseil d'administration. Mais celui-ci n'est pas lié par la proposition du bureau; c'est lui qui établit la proposition définitive qu'il transmet au ministre. Quant à la forme, il conviendrait de remplacer, dans le texte français, le verbe du début par un substantif.

Le texte suivant est proposé pour le 2° :

"2° de l'établissement chaque année des propositions budgétaires pour l'exercice suivant, conformément aux instructions budgétaires générales données par le ministre duquel l'Institut dépend;".

Le 4° appelle la même remarque que le 2° : le conseil d'administration n'approuve pas l'état des recettes et des dépenses, il dresse lui-même cet état en s'aidant d'un projet établi par le bureau. Il faut donc écrire :

"4° de l'établissement de l'état des recettes et des dépenses, des comptes de gestion et des comptes en vue de la modification du patrimoine de l'exercice écoulé;".

Le 5° serait mieux rédigé comme suit :

"5° du contrôle des activités de l'Institut et de l'évaluation de celles-ci;".

Le 6° détermine les pouvoirs du conseil d'administration en matière de personnel, sans abroger ni modifier la réglementation existante.

Actuellement, le personnel des établissements scientifiques de l'Etat est régi par deux arrêtés : l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat et l'arrêté royal du 16 juin 1970 fixant le statut du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service des établissements scientifiques de l'Etat.

Les membres du personnel administratif et technique et les gens de métier et de service sont recrutés, par application de l'arrêté royal du 16 juin 1970, selon une procédure semblable à celle qui s'applique aux agents de l'Etat : ils sont recrutés par concours par le secrétaire permanent au recrutement et nommés par le ministre s'ils ont accompli leur stage de façon satisfaisante. C'est également le ministre qui procède aux promotions. Selon le fonctionnaire délégué, le pouvoir de nomination sera transféré du ministre au conseil d'administration de l'Institut, mais cela n'apparaît pas clairement dans l'article 7, 6°, de la loi en projet.

Par application de l'arrêté royal du 21 avril 1965, les membres du personnel scientifique ne sont pas nommés d'emblée à titre définitif : ils sont nommés par le

Roi, pour deux ans au rang A sur proposition d'un jury constitué pour l'établissement où des emplois sont vacants. Ce mandat de deux ans est renouvelable une ou deux fois après avis du jury. Les membres du personnel qui ont accompli au moins deux mandats peuvent être nommés à titre définitif au rang A. Ils peuvent être ultérieurement promus au rang B, puis au rang C.

La procédure de l'arrêté royal du 21 avril 1965 étant maintenue, le rôle du conseil d'administration se limitera à transmettre les propositions et avis du jury au ministre compétent.

Les membres du personnel scientifique nommés définitivement peuvent avoir accès aux fonctions dirigeantes, après avis du conseil scientifique de l'établissement (1). Selon le fonctionnaire délégué, cette procédure subsistera mais les avis du conseil scientifique ne seront plus transmis directement au ministre; il seront transmis au conseil d'administration de l'Institut qui soumettra une proposition de nomination au ministre.

---

(1) Les conseils scientifiques ont été créés par l'article 7 de l'arrêté royal du 20 avril 1965 relatif au statut organique des établissements scientifiques de l'Etat.

Dans le même 6°, la référence à l'article 1er, § 2, de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 semble inutile (1).

Il est proposé de diviser le 6° comme suit :

"6° du recrutement, de la nomination et de la promotion des membres du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service d'après la procédure fixée par le statut du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service des établissements scientifiques de l'Etat;

7° des propositions pour la nomination aux fonctions du personnel scientifique et du personnel dirigeant, conformément au statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat;".

Les 7°, 8°, 9° et 10° du projet deviennent 8°, 9°, 10° et 11°.

Au 7°, devenant 8°, il faut relever l'observation de l'inspecteur des finances dans son avis du 13 février 1990. Il écrit, en effet :

---

(1) Etant classé dans la catégorie B de l'article 1er de la loi du 16 mars 1954, l'Institut à créer tombe par le fait même sous l'application de l'arrêté royal n° 56 relatif aux recrutements dans certains services publics.

"Le conseil d'administration est chargé de la définition des grands travaux d'infrastructure. Comment combiner cette disposition avec le fait que les biens immobiliers occupés par les Instituts restent de la propriété de l'Etat et sont gérés par la Régie des Bâtiments".

La question ainsi posée par l'inspecteur des finances sera examinée ci-dessous à l'occasion de l'examen de l'article 25.

Sous cette réserve, le texte français du 7°, devenant 8°, serait mieux rédigé comme suit :

"7° de la détermination des grands travaux d'infrastructure;".

La formule utilisée, à savoir "approbation de marchés publics de travaux, de fournitures et de services" n'indique pas très clairement de quelles décisions il s'agit. Il vaut mieux écrire, comme à l'article 2 de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services :

"8° des décisions relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, le conseil pouvant toutefois déléguer au bureau ou au chef d'établissement les décisions relatives à des marchés ne dépassant pas la somme de ...".

Il est préférable d'indiquer dans la loi elle-même le montant maximum des marchés qui pourraient être passés par le bureau ou les chefs d'établissement.

Le début de l'article 7, alinéa 2, doit être rédigé comme suit :

"Dans les matières visées aux 2°, 3°, 4°, 6°, 7° et 9°, le conseil ...".

Suivant l'article 7, alinéa 2, deuxième phrase, lorsqu'une proposition est demandée par le conseil d'administration, il lui revient de statuer si la proposition n'est pas faite dans le mois.

On peut lire dans l'exposé des motifs : "afin d'éviter des blocages, le conseil d'administration peut fixer un délai". Tel qu'il est rédigé, le texte de l'article 7, alinéa 2, deuxième phrase, ne rencontre pas les intentions exprimées dans l'exposé des motifs.

Article 8.

L'article 8 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 8. A l'exclusion des matières visées explicitement à l'article 7, le conseil d'administration peut ... qu'il juge nécessaires".

La même rédaction est proposée pour l'article 16.

.../...

Article 9.

Les attributions du bureau étant définies dans l'article 10 du projet, il est préférable de fusionner le paragraphe 1er et le paragraphe 2 en un paragraphe dont la rédaction serait la suivante :

"§ 1er. Il est créé un bureau qui est composé du président et du vice-président du conseil d'administration, des chefs des établissements visés à l'article 1er, alinéa 1er, ainsi que de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint.

Le bureau compte autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise; à cet effet, le conseil d'administration désigne un ou plusieurs de ses membres pour assurer la parité linguistique".

Les paragraphes 3, 4 et 5 deviennent les paragraphes 2, 3 et 4.

Au paragraphe 4, devenant le paragraphe 3, il y a lieu d'écrire : "§ 3. Le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des ministres ...".

Article 10.

Le 3° serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"3° l'adoption de mesures urgentes en vue d'assurer ...".

Article 11.

Paragraphe 1er.

La seconde phrase de l'alinéa 1er doit former un alinéa distinct.

Le paragraphe 1er serait, dès lors, mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. L'Institut est dirigé par un administrateur général et un administrateur général adjoint. Ils sont nommés par le Roi sur la proposition du ministre duquel l'Institut relève, après appel public aux candidats et après avis motivé du conseil d'administration sur leur valeur respective.

L'administrateur général et l'administrateur général adjoint appartiennent à un rôle linguistique différent.

Ils sont nommés pour une période de six ans. Leur mandat est renouvelable".

.../...

Paragraphe 2.

Le début du paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit : "§ 2. Le Roi définit le statut ....".

Paragraphe 3.

Le 1° du paragraphe 3 doit être omis, la mission de direction étant déjà prévue au paragraphe 1er, alinéa 1er.

Paragraphe 4.

Au paragraphe 4, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas si le pouvoir de représentation prévu concerne d'autres actes que ceux qui sont énumérés au paragraphe 3. Au surplus, il convient de préciser à qui il revient de représenter l'Institut en justice tant en demandant qu'en défendant.

Le paragraphe 4 constituerait l'alinéa 2 du paragraphe 3.

L'article 11 crée les fonctions d'administrateur général et d'administrateur général adjoint. Son paragraphe 3 énumère les attributions de l'administrateur général. Aucune disposition ne détermine les attributions de l'administrateur général adjoint si ce n'est l'article 5, § 2, et

l'article 9, § 5, qui le chargent du secrétariat du conseil d'administration et du bureau, en cas d'absence de l'administrateur général.

Il est proposé, en conséquence, d'ajouter l'alinéa suivant à l'article 11, § 3, qui deviendrait l'alinéa 3:

"L'administrateur général adjoint assiste l'administrateur général et le remplace quand il est absent ou empêché".

Paragraphe 5.

Il convient de supprimer les mots "En vue de faciliter le règlement des affaires".

Dès lors, le paragraphe 5, devenant le paragraphe 4, serait rédigé comme suit :

"§ 4. L'administrateur général peut déléguer certaines de ses compétences aux ...".

Articles 12 et 13.

Les articles 12 et 13 règlent, à propos de l'Institut royal des sciences de la terre et de l'espace, les mêmes problèmes que ceux que les articles 4 et 5 règlent à propos de l'Institut royal d'établissements scientifiques et culturels nationaux.

.../...

Ces deux articles devraient être remaniés sur le modèle des articles 4 et 5 :

"Art. 12. § 1er. Le conseil d'administration de l'Institut royal des sciences de la terre et de l'espace est composé de membres nommés par le Roi par arrêté délibéré en conseil des ministres, à savoir :

1° un président et cinq membres issus des milieux scientifiques et économiques et proposés par le ministre dont l'Institut relève;

2° six membres issus des milieux scientifiques et économiques dont trois proposés par l'Exécutif flamand et trois proposés par l'Exécutif de la Communauté française;

3° un membre proposé par l'Exécutif de la Communauté germanophone;

4° les chefs des établissements visés dans l'article 1er, § 1er, alinéa 3.

§ 2. Les membres visés au paragraphe 1er, 1°, doivent être en nombre égal d'expression française et néerlandaise.

En dehors des chefs des établissements visés au paragraphe 1er, 4°, les membres du conseil d'administration ne peuvent pas appartenir au personnel des établissements.

.../...

§ 3. Les membres du conseil d'administration visés au paragraphe 1er, 1° à 3°, sont nommés pour une période de quatre ans renouvelable.

En cas de décès ou de démission, le successeur désigné achève le mandat de son prédécesseur.

§ 4. Le Roi peut apporter des modifications à la composition du conseil d'administration, par arrêté délibéré en conseil des ministres, lorsque le nombre d'établissements regroupés au sein de l'Institut est modifié conformément aux dispositions de l'article 1er, § 2".

"Art. 13. § 1er. Les membres du conseil d'administration visés à l'article 12, § 1er, 1° et 2°, ont seuls voix délibérative.

En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

§ 2. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres ayant voix délibérative, un vice-président. Si le président est d'expression française, le vice-président est d'expression néerlandaise et inversement.

En cas de parité des voix, la voix du président, ou celle du vice-président s'il en exerce la fonction, est prépondérante.

Le vice-président préside le conseil d'administration en l'absence du président".

Article 15.

L'article 15 étant la reproduction de l'article 7, justifie les mêmes observations que celui-ci.

Article 16.

Il y a lieu de se référer à l'observation faite sous l'article 8.

Article 17.

Sous réserve de certaines différences, l'article 17 correspond à l'article 9 et organise le bureau de l'Institut royal des sciences de la terre et de l'espace.

L'article 17 ne prévoit pas que le président et le vice-président du bureau doivent être, l'un d'expression française, l'autre d'expression néerlandaise.

.../...

Si telle n'était pas l'intention des auteurs du projet, il conviendrait de modifier le texte en conséquence.

Au paragraphe 4, il convient de remanier le texte pour tenir compte de la possibilité prévue par l'article 19, à savoir que l'administrateur général, s'il y en a un, exerce les compétences du vice-président. Dans cette hypothèse, il n'y a pas lieu de désigner un vice-président.

Au paragraphe 6, il y a lieu de s'inspirer des termes utilisés dans l'exposé des motifs et d'écrire :

"§ 6. Le fonctionnaire dirigeant participe ....".

Article 18.

L'article 18 appelle la même observation que celle faite sous l'article 10.

Article 19.

L'article 19 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 19. Le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des ministres, créer ... dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 11. Dans ce cas, l'administrateur général exerce les compétences du vice-président du bureau, assisté de l'administrateur général adjoint".

.../...

Le C doit être remplacé par les mots "Section III".

Article 20.

Suivant l'article 20, "Les établissements scientifiques sont compétents pour l'exécution des tâches de service public et de recherche scientifique qui leur sont confiées".

S'il s'agit de tâches qui leur sont confiées par la loi, il ne convient pas de le rappeler. En revanche, s'il s'agit de tâches confiées par le conseil d'administration ou par d'autres organismes, il faut le préciser dans le texte.

Article 21.

L'article 21 implique que l'article 6, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 20 avril 1965 relatif au statut organique des établissements scientifiques de l'Etat ne sera plus applicable à partir de l'entrée en vigueur de la loi en projet, pour les établissements visés à l'article 1er de ladite loi. L'article 6, alinéa 1er, porte en effet que :

"Le chef d'établissement assume, sous l'autorité du ministre compétent, la direction scientifique et administrative de l'établissement",

alors qu'à partir de l'entrée en vigueur de la loi en projet, la direction scientifique et administrative de l'établissement sera placée sous l'autorité du conseil d'administration de l'Institut.

Article 22.

A l'article 22, il serait préférable d'écrire :

".... les dispositions relatives au statut des établissements scientifiques de l'Etat restent d'application".

Le texte français de l'intitulé du chapitre III est à remplacer par "Contrôle".

Article 23.

La division en paragraphes n'est pas justifiée.

L'article en projet ne précise pas le rôle linguistique auquel appartiennent le commissaire du Gouvernement et son suppléant.

L'article 23, § 1er, devenant alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Art. 23. Sur la proposition du ministre dont les Instituts relèvent, le Roi nomme un commissaire du Gouvernement et un commissaire du Gouvernement suppléant".

Sous réserve de cette observation, l'article 23, § 2, devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Le commissaire du Gouvernement .... d'administration. Il se fait remettre tout document et toute information qu'il juge nécessaires à l'exercice de sa mission".

Article 25.

La question soulevée par l'inspecteur des finances (ci-dessus page 13) appelle la réponse suivante.

Si l'Etat reste propriétaire des biens immobiliers, rien ne s'oppose à ce qu'il délègue à chacun des instituts le pouvoir de décider des travaux et de procéder à des adjudications en vue de l'exécution de ces travaux.

Paragraphe 1er.

Il est prévu au paragraphe 1er que les biens immeubles seront attribués en location aux Instituts. Il en résulte, dès lors, qu'un bail sera conclu entre l'Etat qui est propriétaire de ces biens immeubles et l'Institut et qu'un loyer sera fixé.

.../...

Si telle n'était pas l'intention des auteurs du projet, il serait préférable de remplacer les mots "en location" par les mots "en jouissance".

Le texte suivant est, dès lors, proposé en s'inspirant du commentaire fait dans l'exposé des motifs, au sujet de l'article 25.

"Art. 25. § 1er. Les biens appartenant à l'Etat et qui, à la date où la présente loi entre en vigueur, sont attribués aux Instituts, resteront à la disposition des établissements scientifiques :

- en pleine propriété, en ce qui concerne les biens mobiliers, à l'exclusion des collections culturelles et artistiques;

- en jouissance, en ce qui concerne les biens immobiliers.

Lors de la dissolution des Instituts, la loi règle la destination des biens".

Paragraphe 2.

Le texte néerlandais du paragraphe devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Paragraphe 3.

Le texte néerlandais de la deuxième phrase du paragraphe devrait être rédigé en tenant compte de la remarque qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 4.

L'article 25, § 4, serait mieux rédigé comme suit :

"§ 4. Toutes les acquisitions culturelles et artistiques des instituts deviennent la propriété de l'Etat, mais restent à la disposition des Instituts".

Article 26.

Paragraphe 1er.

L'article 26, § 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 26. § 1er. Les moyens financiers des Instituts sont plus précisément :

1° une dotation ...;
2° le produit ...;

.../...

3° les dons et les legs;
4° les revenus du patrimoine;
5° les emprunts".

L'exposé des motifs limite les moyens financiers à cinq sources, alors que dans le projet, l'utilisation du mot "notamment" donne à penser que d'autres moyens financiers pourraient être mis à la disposition des Instituts.

Paragraphe 3.

Le texte néerlandais du paragraphe devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 4.

Le texte néerlandais du paragraphe devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 5.

Le paragraphe 5 doit être divisé en deux alinéas. Le premier alinéa serait rédigé comme suit :

"§ 5. A la fin de l'exercice, le solde des opérations en capital s'ajoute aux recettes en capital de l'exercice suivant".

Et le deuxième alinéa serait le suivant :

"Le solde des opérations courantes est utilisé à concurrence de 20 pour cent au moins en vue de la constitution d'un fonds de réserve pour les frais de fonctionnement jusqu'au moment où ce fonds dispose de 10 pour cent de la moyenne des dépenses courantes des trois années budgétaires précédentes. Le reliquat de ce solde est ajouté en tout ou en partie, soit aux recettes résultant des opérations courantes, soit aux recettes résultant des opérations en capital de l'année budgétaire qui suit".

Article 27.

L'article 27 permet aux Instituts de participer à la constitution d'entreprises dont l'objet est compatible avec leur mission légale ou leur objet statutaire.

Il appartient au Parlement d'apprécier dans quelle mesure le pouvoir qui leur est accordé par l'article en projet est compatible avec leur statut d'organisme d'intérêt public.

A la quatrième ligne, il y a lieu d'écrire : "par arrêté délibéré en conseil des ministres".

.../...

Article 30.

Paragraphe 1er.

Au paragraphe 1er, il y a lieu d'écrire en français : "de la présente loi sont transférés ...".

Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 2.

Au paragraphe 2, deuxième phrase, il convient d'écrire : "Les personnes occupées dans un établissement ou dans un groupement d'établissements en vertu d'un contrat de travail et ...".

Article 32.

Le début de l'article 32 serait mieux rédigé, en français, comme suit :

"Art. 32. Les Instituts sont substitués à l'Etat ...".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Artikel 1, § 1, eerste lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 1. Er worden twee instellingen met rechtspersoonlijkheid opgericht, de ene onder de benaming "Koninklijk Instituut voor nationale wetenschappelijke en culturele instellingen", de andere onder de benaming "Koninklijk Instituut voor aarde- en ruimtewetenschappen".

Artikel 1, § 1, tweede lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Het Koninklijk Instituut voor nationale wetenschappelijke en culturele instellingen oefent de bevoegdheden uit ten aanzien van de volgende instellingen :".

Dezelfde opmerking geldt voor het derde lid.

In het tweede en het derde lid van dezelfde paragraaf moeten de streepjes worden vervangen door 1°, 2°, 3°, enz.

In het vierde lid dient het bijwoord "eveneens" te vervallen.

.../...

Het vijfde en het zesde lid moeten een paragraaf 2 vormen.

In het vijfde lid, 1°, schrijve men :

"1° aan de lijst andere instellingen toevoegen dan die welke zijn opgesomd in het derde lid";

De bepaling onder 2° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"2° nieuwe instellingen oprichten, samenvoegen of afschaffen of de overdracht van bevoegdheden en attributies bepalen in elk Instituut".

In het zesde lid schrijve men :

"De Instituten staan onder de controle van de minister onder wie de betrokken wetenschappelijke instellingen ressorteren".

Die opmerking geldt eveneens voor de artikelen 6, 11, § 1, 12, § 1, en 14, waar het woord "voogdijminister" moet worden vervangen door de woorden "minister die de controle uitoefent".

Artikel 1, § 2, eerste lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. In artikel 1, B, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 431 van 5 augustus 1986, het decreet van de Waalse Gewestraad van 23 april 1986, het decreet van de Vlaamse Raad van 13 juli 1988, en het koninklijk besluit van 16 november 1988, worden in alfabetische volgorde de volgende vermeldingen ingevoegd :

1° "Koninklijk Instituut voor nationale wetenschappelijke en culturele instellingen";

2° Koninklijk Instituut voor aarde- en ruimtewetenschappen.

Artikel 2.

Artikel 2, eerste lid, moet als volgt worden geredigeerd :

"Art. 2. De zetel van de Instituten is gevestigd in het tweetalige Brusselse Hoofdstedelijk Gewest".

Artikel 2, tweede lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De Instituten zijn instellingen die wegens hun activiteiten niet uitsluitend tot één Gemeenschap behoren".

.../...

Artikel 3.

Artikel 3 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 3. De Instituten vervullen opdrachten van openbaar dienstbetoon en verrichten wetenschappelijk onderzoek in verband met die opdrachten.

De aard van de opdrachten en de bevoegdheden van elke instelling worden bepaald bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, op voorstel van de raad van bestuur.

De instituten brengen hun cultureel en wetenschappelijk patrimonium tot gelding en bevorderen het wetenschappelijk onderzoek".

Hoofdstuk II.

Het is gebruikelijk dat een hoofdstuk in afdelingen wordt ingedeeld. De letter A dient te worden vervangen door "Afdeling I - Het Koninklijk Instituut voor ...".

De letter B moet worden vervangen door Afdeling II.

.../...

Artikelen 4 en 5.

De redactie van paragraaf 1 van artikel 4 wekt de indruk dat alle leden van de raad van bestuur door de Koning worden benoemd (bij een in de Ministerraad overlegd besluit). In feite worden enkel de onder punt 1, 2 en 3 van artikel 4, § 1, bedoelde leden op die manier benoemd voor een periode van vier jaar, die vernieuwbaar is. De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal worden ook door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit benoemd, maar volgens een bijzondere procedure en voor een periode van zes jaar, die vernieuwbaar is; ze zijn van rechtswege lid van de raad van bestuur, zolang ze in functie zijn. De instellingshoofden hebben bij beurten zitting in de raad van bestuur gedurende twee jaar.

In de opsomming van artikel 4, § 1, zouden de cijfers 1, 2, 3 en 4 moeten worden vervangen door 1°, 2°, 3° en 4°.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 7, 10, 12, 15, 17, § 4, 18, 26, §§ 1 en 5.

De tekst van de bepaling onder 2° is dubbelzinnig omdat er niet uit kan worden opgemaakt of het de bedoeling van de Regering is dat de drie bedoelde kringen gelijk worden vertegenwoordigd. Als dat de bedoeling van de Regering is, zou de tekst in die zin moeten worden verduidelijkt.

.../...

In paragraaf 2 is het niet geschikt gebruik te maken van het begrip "taalrol" voor het aanwijzen van personen die niet noodzakelijk tot de overheidsdienst behoren.

Gelet op deze opmerkingen wordt voor de artikelen 4 en 5 de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 4. § 1. De raad van bestuur van het Koninklijk Instituut voor nationale wetenschappelijke en culturele instellingen is samengesteld uit door de Koning bij een in de Ministerraad overlegd besluit benoemde leden, namelijk :

1° een voorzitter en vijf leden uit wetenschappelijke, culturele en economische kringen, voorgedragen door de minister onder wie het Instituut ressorteert;

2° zes leden uit wetenschappelijke, culturele en economische kringen onder wie drie worden voorgedragen door de Vlaamse Executieve en drie worden voorgedragen door de Franse Gemeenschapsexecutieve;

3° een lid voorgedragen door de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap;

4° drie instellingshoofden die om de twee jaar vervangen worden en respectievelijk gekozen worden uit de instellingshoofden van :

.../...

a) het Algemeen Rijksarchief en het Rijksarchief in de Provinciën, en de Koninklijke Bibliotheek Albert I;

b) de Koninklijke Musea voor Schone Kunsten van België, de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis en het Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium;

c) het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen en het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika.

De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal zijn van rechtswege lid van de raad van bestuur.

§ 2. Van de in paragraaf 1, 1°, bedoelde leden moeten de Nederlandstaligen en de Franstaligen gelijk in aantal zijn.

Afgezien van de in paragraaf 1, 4°, bedoelde instellingshoofden mogen de leden van de raad van bestuur niet tot het personeel van de instellingen behoren.

§ 3. De leden van de raad van bestuur bedoeld in paragraaf 1, 1° tot 3°, worden benoemd voor een periode van vier jaar, die vernieuwbaar is.

Bij overlijden of ontslag, voleindigt de benoemde opvolger het mandaat van zijn voorganger.

.../...

§ 4. De Koning kan, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, wijzigingen aanbrengen in de samenstelling van de raad van bestuur, wanneer het aantal instellingen dat in het instituut is opgenomen, overeenkomstig artikel 1, § 2, wordt gewijzigd".

"Art. 5. § 1. Alleen de in artikel 4, § 1, 1° en 2°, bedoelde leden van de raad van bestuur zijn stemgerechtigd.

§ 2. De raad van bestuur kiest uit zijn stemgerechtigde leden een ondervoorzitter. Indien de voorzitter Nederlandstalig is, is de ondervoorzitter Franstalig en omgekeerd.

Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter, of die van de ondervoorzitter als die de functie van voorzitter uitoefent.

§ 3. De administrateur-generaal of, als deze afwezig is, de adjunct-administrateur-generaal, is de secretaris van de raad van bestuur.

§ 4. Bij ontslag of overlijden voleindigt de vervanger het mandaat van zijn voorganger".

Artikel 6.

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 1, § 1, zesde lid.

.../...

Artikel 7.

1. De eerste zin van de inleidende tekst zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 7. Onder voorbehoud van de artikelen 10, 11 en 21 beschikt de raad van bestuur ... zijn vereist".

2. De tweede zin van de inleidende tekst moet een tweede lid vormen.

Uit dat tweede lid, punt 2 (dat punt 2° wordt), van artikel 7 blijkt dat het bureau (waarvan de organisatie wordt geregeld door artikel 9 van het ontwerp) een begrotingsvoorstel opmaakt voor de raad van bestuur. Deze is echter niet gebonden door het voorstel van het bureau maar maakt zelf het definitieve voorstel op, dat hij aan de minister overlegt. Wat de vorm betreft, in de Franse tekst moet het werkwoord aan het begin worden vervangen door een substantief.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor de bepaling onder 2° :

"2° het jaarlijks vaststellen van de begrotingsvoorstellen voor het volgende dienstjaar, overeenkomstig de algemene budgettaire richtlijnen van de minister onder wie het Instituut ressorteert;".

Voor de bepaling onder 4° geldt dezelfde opmerking als voor die onder 2° : de raad van bestuur keurt de staat

.../...

van inkomsten en uitgaven niet goed, hij maakt die staat zelf op met behulp van een door het bureau opgemaakt ontwerp. Er moet dus worden geschreven :

"4° het vaststellen van de staat van inkomsten en uitgaven, van de beheersrekeningen en van de rekeningen voor de wijziging van het vermogen van het vorige boekjaar;".

De bepaling onder 5° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"5° de controle op de activiteiten van het Instituut en de evaluatie van die activiteiten;".

De bepaling onder 6° stelt de bevoegdheden van de raad van bestuur vast inzake personeel, zonder de bestaande regeling op te heffen of te wijzigen.

Thans zijn op het personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Staat twee besluiten van toepassing : het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat en het koninklijk besluit van 16 juni 1970 tot vaststelling van het statuut van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het vak- en dienstpersoneel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat.

Met toepassing van het koninklijk besluit van 16 juni 1970 worden de leden van het administratief en technisch personeel en van het vak- en dienstpersoneel

aangeworven volgens een soortgelijke procedure als die welke toepasselijk is op het rijkspersoneel : zij worden bij een vergelijkend examen aangeworven door de vaste wervingssecretaris en benoemd door de minister indien ze hun stage op bevredigende wijze hebben volbracht. Het is eveneens de minister die de bevorderingen doet. Volgens de gemachtigde ambtenaar zal de bevoegdheid om benoemingen te verrichten overgedragen worden van de minister aan de raad van bestuur van het Instituut, maar dat treedt niet duidelijk naar voren in artikel 7, 6°, van de ontworpen wet.

Overeenkomstig het koninklijk besluit van 21 april 1965 worden de leden van het wetenschappelijk personeel niet van meet af aan in vast verband benoemd : zij worden door de Koning voor twee jaar in rang A benoemd op voorstel van een jury die ingesteld wordt voor de instelling waar betrekkingen te vervullen zijn. Dat mandaat van twee jaar kan een- of tweemaal vernieuwd worden na advies van de jury. De personeelsleden die ten minste twee mandaten vervuld hebben kunnen in vast verband benoemd worden in rang A. Zij kunnen later bevorderd worden tot rang B, vervolgens tot rang C.

Aangezien de procedure van het koninklijk besluit van 21 april 1965 gehandhaafd wordt, zal de rol van de raad van bestuur beperkt zijn tot het overzenden van de voorstellen en adviezen van de jury aan de bevoegde minister.

De in vast verband benoemde leden van het wetenschappelijk personeel kunnen toegang krijgen tot de leidinggevende functies, na advies van de wetenschappelijke raad van de instelling (1). Volgens de gemachtigde ambtenaar zal die procedure blijven bestaan, maar zullen de adviezen van de wetenschappelijke raad niet meer rechtstreeks aan de minister worden bezorgd; ze zullen worden overgezonden aan de raad van bestuur van het Instituut die daarna iemand ter benoeming aan de minister voordraagt.

In hetzelfde 6° lijkt de verwijzing naar artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 onnodig (2).

Voorgesteld wordt de bepaling onder 6° als volgt in te delen :

"6° de werving, de benoeming en de bevordering van de leden van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het vak- en dienstpersoneel, volgens de procedure bepaald bij het statuut van het administratief personeel, het technisch personeel en het vak- en

---

(1) De wetenschappelijke raden zijn ingesteld bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 20 april 1965 betreffende het statuut der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat.

(2) Het op te richten Instituut is ondergebracht in categorie B van artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 en valt daardoor onder het koninklijk besluit nr. 56 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten.

dienstpersoneel van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat;

7° de voorstellen voor benoeming tot de ambten van het wetenschappelijk personeel en het leidinggevend personeel, overeenkomstig het statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat;".

De bepalingen onder 7°, 8°, 9° en 10° van het ontwerp worden 8°, 9°, 10° en 11°.

In 7°, dat 8° wordt, dient te worden geattendeerd op de opmerking die de inspecteur van financiën gemaakt heeft in zijn advies van 13 februari 1990. Hij schrijft namelijk :

> "De raad van bestuur is belast met het bepalen van de grote infrastructuurwerken. Hoe kan die bepaling samengaan met het feit dat de gebouwen waarin de Instituten hun intrek nemen eigendom blijven van de Staat en beheerd worden door de Regie der Gebouwen ?".

De vraag die de inspecteur van financiën aldus heeft geformuleerd zal hieronder worden onderzocht naar aanleiding van het onderzoek van artikel 25.

Onder dat voorbehoud zou de Franse tekst van de bepaling onder 7°, dat 8° wordt, beter als volgt worden geredigeerd :

"7° de la détermination des grands travaux d'infrastructure;".

De formulering waarmee in 8° wordt gewerkt, namelijk "goedkeuring van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten" geeft niet zeer duidelijk aan om welke beslissingen het gaat. Men doet er beter aan te schrijven, zoals in artikel 2 van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten :

"8° beslissingen inzake het gunnen en uitvoeren van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met dien verstande dat de raad evenwel aan het bureau of aan het instellingshoofd de bevoegdheid kan opdragen om beslissingen te nemen betreffende opdrachten die het bedrag van ... niet te boven gaan".

Het is verkieslijk in de wet zelf het maximumbedrag te vermelden van de opdrachten die door het bureau of de instellingshoofden gegund zouden kunnen worden.

Het begin van artikel 7, tweede lid, moet als volgt worden geredigeerd :

"Voor de aangelegenheden bedoeld in 2°, 3°, 4°, 6°, 7° en 9°, oefent de raad van bestuur ...".

Artikel 7, tweede lid, tweede volzin, bepaalt dat wanneer de raad van bestuur een voorstel vraagt, hem de

.../...

bevoegdheid toekomt om te beslissen indien het voorstel niet binnen een maand wordt gedaan.

In de memorie van toelichting staat te lezen : "om blokkeringen te vermijden kan de raad van bestuur een termijn opleggen".

Zoals de tekst van artikel 7, tweede lid, tweede volzin, is gesteld, bereikt hij niet de doeleinden die in de memorie van toelichting te kennen gegeven worden.

Artikel 8.

Artikel 8 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 8. Met uitzondering van de aangelegenheden die uitdrukkelijk zijn bepaald in artikel 7, kan de raad van bestuur aan ... die hij nodig acht".

Dezelfde redactie wordt voorgesteld voor artikel 16.

Artikel 9.

Aangezien de bevoegdheden van het bureau omschreven worden in artikel 10 van het ontwerp, is het verkieslijk paragraaf 1 en paragraaf 2 samen te voegen in één paragraaf met de volgende redactie :

.../...

"§ 1. Er wordt een bureau ingesteld bestaande uit de voorzitter en de ondervoorzitter van de raad van bestuur, uit de hoofden van de in artikel 1, eerste lid, bedoelde instellingen alsmede uit de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal.

Het bureau telt evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden; te dien einde wijst de raad van bestuur een of meer van zijn leden aan om de taalpariteit te waarborgen".

De paragrafen 3, 4 en 5 worden de paragrafen 2, 3 en 4.

In paragraaf 4, die paragraaf 3 wordt, schrijve men :

"§ 3. De Koning kan, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, wijzigingen aanbrengen in ...".

Artikel 10.

De bepaling onder 3° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"3° het vaststellen van dringende maatregelen om ...".

.../...

Artikel 11.

Paragraaf 1.

De tweede volzin van het eerste lid moet een afzonderlijk lid vormen.

Paragraaf 1 zou derhalve beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. Het Instituut wordt geleid door een administrateur-generaal en een adjunct-administrateur-generaal. Zij worden door de Koning benoemd op voordracht van de minister waaronder het Instituut ressorteert, na een openbare oproep tot de gegadigden en na een gemotiveerd advies van de raad van bestuur over de waarde van ieder van hen.

De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal behoren tot een verschillende taalrol.

Ze worden benoemd voor een periode van zes jaar. Hun mandaat is vernieuwbaar".

Paragraaf 2.

Het begin van paragraaf 2 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. De Koning bepaalt het statuut ...".

Paragraaf 3.

Het 1° van paragraaf 3 moet vervallen, aangezien de leidinggevende taak reeds bepaald is in paragraaf 1, eerste lid.

Paragraaf 4.

Wat paragraaf 4 betreft is het de Raad van State niet duidelijk of de in uitzicht gestelde vertegenwoordigingsbevoegdheid andere handelingen betreft dan die welke opgesomd worden in paragraaf 3. Bovendien behoort te worden gepreciseerd aan wie de bevoegdheid toekomt om het Instituut in rechte te vertegenwoordigen als eiser en als verweerder.

Paragraaf 4 zou het tweede lid van paragraaf 3 vormen.

Artikel 11 roept de ambten van administrateur-generaal en adjunct-administrateur-generaal in het leven. Paragraaf 3 somt de bevoegdheden op van de administrateur-generaal. Geen enkele bepaling stelt de bevoegdheden van de adjunct-administrateur-generaal vast, behalve artikel 5, § 2, en artikel 9, § 5, die hem belasten met het secretariaat van de raad van bestuur en van het bureau, bij afwezigheid van de administrateur-generaal.

.../...

Bijgevolg wordt voorgesteld aan artikel 11, § 3, het volgende lid toe te voegen, dat het derde lid zou worden :

"De adjunct-administrateur-generaal staat de administrateur-generaal bij en vervangt hem wanneer hij afwezig of verhinderd is".

Paragraaf 5.

De woorden "Om de afhandeling van de zaken te vergemakkelijken" dienen te worden weggelaten.

Paragraaf 5, die paragraaf 4 wordt, zou derhalve als volgt worden geredigeerd :

"§ 4. De administrateur-generaal kan bepaalde bevoegdheden opdragen aan ...".

Artikelen 12 en 13.

De artikelen 12 en 13 regelen in verband met het Koninklijk Instituut voor aarde- en ruimtewetenschappen dezelfde kwesties als die welke de artikelen 4 en 5 regelen in verband met het Koninklijk Instituut voor nationale wetenschappelijke en culturele instellingen.

.../...

Die twee artikelen zouden moeten worden herschreven naar het voorbeeld van de artikelen 4 en 5 :

"Art. 12. § 1. De raad van bestuur van het Koninklijk Instituut voor aarde- en ruimtewetenschappen is samengesteld uit door de Koning bij een in de Ministerraad overlegd besluit benoemde leden, namelijk :

1° een voorzitter en vijf leden uit wetenschappelijke en economische kringen, voorgedragen door de minister onder wie het Instituut ressorteert;

2° zes leden uit wetenschappelijke en economische kringen onder wie drie worden voorgedragen door de Vlaamse Executieve en drie worden voorgedragen door de Franse Gemeenschapsexecutieve;

3° een lid voorgedragen door de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap;

4° de hoofden van de in artikel 1, § 1, derde lid, bedoelde instellingen.

§ 2. Van de in paragraaf 1, 1°, bedoelde leden, moeten de Nederlandstaligen en de Franstaligen gelijk in aantal zijn.

Afgezien van de in paragraaf 1, 4°, bedoelde instellingshoofden, mogen de leden van de raad van bestuur niet tot het personeel van de instellingen behoren.

.../...

§ 3. De leden van de raad van bestuur bedoeld in paragraaf 1, 1° tot 3°, worden benoemd voor een periode van vier jaar, die vernieuwbaar is.

Bij overlijden of ontslag, voleindigt de benoemde opvolger het mandaat van zijn voorganger.

§ 4. De Koning kan, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, wijzigingen aanbrengen in de samenstelling van de raad van bestuur, wanneer het aantal instellingen dat in het Instituut is opgenomen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 1, § 2, wordt gewijzigd".

"Art. 13. § 1. Alleen de in artikel 12, § 1, 1° en 2°, bedoelde leden van de raad van bestuur zijn stemgerechtigd.

Bij staking van stemmen, beslist de stem van de voorzitter.

§ 2. De raad van bestuur kiest uit zijn stemgerechtigde leden een ondervoorzitter. Indien de voorzitter Nederlandstalig is, is de ondervoorzitter Franstalig en omgekeerd.

Bij staking van stemmen, beslist de stem van de voorzitter of die van de ondervoorzitter als die de functie van voorzitter uitoefent.

.../...

Bij afwezigheid van de voorzitter, wordt de raad van bestuur voorgezeten door de ondervoorzitter".

Artikel 15.

Aangezien in artikel 15 wordt herhaald wat in artikel 7 te lezen staat, moeten hierbij dezelfde opmerkingen worden gemaakt.

Artikel 16.

Er dient te worden verwezen naar de onder artikel 8 gemaakte opmerking.

Artikel 17.

Afgezien van een aantal verschillen, stemt artikel 17 overeen met artikel 9 en regelt het het bureau van het Koninklijk Instituut voor aarde- en ruimtewetenschappen.

Artikel 17 schrijft niet voor dat wat de voorzitter en de ondervoorzitter van het bureau betreft de ene Nederlandstalig, de andere Franstalig behoort te zijn.

Mocht dit niet de bedoeling zijn van de indieners van het ontwerp, dan zou de tekst dienovereenkomstig moeten worden gewijzigd.

.../...

In paragraaf 4 behoort de tekst zo te worden herwerkt dat rekening wordt gehouden met de door artikel 19 geboden mogelijkheid, namelijk dat de administrateur-generaal, als er een is, de bevoegdheden van de ondervoorzitter uitoefent. In dat geval behoeft er geen ondervoorzitter te worden benoemd.

In paragraaf 6 schrijve men naar het voorbeeld van de memorie van toelichting :

"§ 6. De ambtenaar die de leiding heeft neemt ...".

Artikel 18.

Bij artikel 18 is dezelfde opmerking te maken als die welke bij artikel 10 is geformuleerd.

Artikel 19.

Het zou beter zijn artikel 19 als volgt te redigeren :

"Art. 19. De Koning kan, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, ambten van ... instellen, onder dezelfde voorwaarden als die welke bepaald zijn in artikel 11. In dat geval oefent de administrateur-generaal de bevoegdheden

.../...

uit van de ondervoorzitter van het bureau, daarin bijgestaan door de adjunct-administrateur-generaal".

C dient te worden vervangen door de woorden "Afdeling III".

Artikel 20.

Volgens artikel 20 zijn "de wetenschappelijke instellingen ... bevoegd voor de uitvoering van de opdrachten van dienstbetoon en van wetenschappelijk onderzoek die hun worden toevertrouwd".

Indien het om hun door de wet opgedragen taken gaat, is het niet dienstig zulks in herinnering te brengen. Indien het daarentegen om taken gaat die door de raad van bestuur of door andere instellingen zijn toevertrouwd, moet dit in de tekst worden gepreciseerd.

Artikel 21.

Artikel 21 brengt mede dat artikel 6, eerste lid, van het koninklijk besluit van 20 april 1965 betreffende het statuut der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat niet meer van toepassing zal zijn op de in artikel 1 van de ontworpen wet bedoelde instellingen zodra die wet in werking treedt. In artikel 6, eerste lid, wordt immers bepaald dat :

.../...

"Het hoofd van de inrichting ..., onder het gezag van de bevoegde Minister het wetenschappelijk en administratief bestuur van de inrichting uit(oefent)",

terwijl het wetenschappelijk en administratief bestuur van de instelling onder het gezag van de raad van bestuur van het Instituut wordt geplaatst zodra de ontworpen wet in werking treedt.

Artikel 22.

In artikel 22 zou het verkieselijk zijn te schrijven :

"... blijven de bepalingen betreffende het statuut der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat van kracht".

De Franse tekst van het opschrift van hoofdstuk III behoort te worden vervangen door "Contrôle".

Artikel 23.

Er is geen reden om het artikel in paragrafen in te delen.

Het ontworpen artikel geeft niet aan tot welke taalrol de regeringscommissaris en zijn plaatsvervanger behoren.

.../...

Artikel 23, § 1, dat het eerste lid wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 23. De Koning benoemt een regeringscommissaris en een plaatsvervangende regeringscommissaris op voordracht van de minister onder wie de instituten ressorteren".

Het zou beter zijn artikel 23, § 2, dat het tweede lid wordt, als volgt te redigeren :

"De regeringscommissaris ... bestuur. Hij vraagt alle documenten op en wint alle inlichtingen in die hij nodig acht om zijn taak te vervullen".

Artikel 25.

Op de door de inspecteur van Financiën opgeworpen vraag (zie boven, blz. 13) moet het volgende antwoord worden gegeven.

Zo de Staat eigenaar blijft van de onroerende goederen, belet niets dat hij aan elk van de Instituten de bevoegdheid overdraagt om tot werkzaamheden te besluiten en aanbestedingen te doen met het oog op het uitvoeren van die werkzaamheden.

.../...

Paragraaf 1.

In paragraaf 1 wordt bepaald dat de onroerende goederen in huur zullen worden toegewezen aan de instituten. Daaruit volgt derhalve dat er tussen de Staat, die eigenaar is van die onroerende goederen, en het instituut een huurovereenkomst zal worden gesloten en dat er een huurprijs zal worden bepaald.

Mocht dit niet de bedoeling zijn van de indieners van het ontwerp, dan zouden de woorden "in huur" beter worden vervangen door "in gebruik".

Derhalve wordt, uitgaande van de commentaar die in de memorie van toelichting bij artikel 25 wordt gegeven, de volgende tekst voorgesteld :

"Art 25. § 1. De goederen die aan de Staat toebehoren en op de datum van inwerkingtreding van deze wet aan de Instituten worden toegewezen, blijven ter beschikking van de wetenschappelijke instellingen :

- in volle eigendom, wat de roerende goederen betreft, met uitsluiting van de cultuur- en kunstverzamelingen;

- in gebruik, wat de onroerende goederen betreft.

Bij de ontbinding van de Instituten wordt de bestemming van de goederen bij wet geregeld".

.../...

Paragraaf 2.

Men schrijve :

"§ 2. De roerende en onroerende goederen, alsook de rechten en verplichtingen van de in artikel 1 vermelde wetenschappelijke instellingen van de Staat ...".

Paragraaf 3.

In de tweede volzin schrijve men :

"Het instellingshoofd bepaalt met goedkeuring van de raad van bestuur de bestemming van die ontvangsten".

Paragraaf 4.

Het zou beter zijn artikel 25, § 4, als volgt te redigeren :

"§ 4. Alle culturele en artistieke aanwinsten van de Instituten worden eigendom van de Staat, doch blijven ter beschikking van de Instituten".

Artikel 26.

Paragraaf 1.

Het zou beter zijn artikel 26, § 1, als volgt te redigeren :

"Art. 26. § 1. De financiële middelen bestaan bepaaldelijk uit :

1° een ... dotatie ...;

2° de opbrengst van alle gedane verrichtingen;

3° giften en legaten;

4° de inkomsten uit het vermogen;

5° leningen".

Volgens de memorie van toelichting worden de financiële middelen slechts door vijf bronnen opgebracht, terwijl de woorden "met name" die in het ontwerp worden gebruikt, te denken geven dat nog andere financiële middelen ter beschikking van de Instituten zouden kunnen worden gesteld.

Paragraaf 3.

De paragraaf zou aldus gesteld moeten worden :

"De in artikel 25, § 2, bedoelde inkomsten en realisaties van het vermogen alsook de giften en legaten ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Paragraaf 4.

Men schrijve : "de instelling waaraan ...".

Paragraaf 5.

Paragraaf 5 moet in twee leden worden ingedeeld. Het eerste lid zou als volgt luiden :

"§ 5. Aan het einde van het dienstjaar wordt het saldo van de kapitaalverrichtingen bij de kapitaalontvangsten van het volgende dienstjaar gevoegd".

Het tweede lid zou dan als volgt luiden :

"Het saldo van de lopende verrichtingen wordt ten belope van ten minste 20 percent aangewend voor de vorming van een reservefonds voor de werkingskosten, totdat dit fonds over 10 percent van het gemiddelde van de lopende uitgaven van de drie voorafgaande begrotingsjaren beschikt. Wat van dit saldo overblijft wordt geheel of gedeeltelijk gevoegd bij hetzij de ontvangsten uit de lopende verrichtingen, hetzij bij de ontvangsten uit de kapitaalverrichtingen van het volgende begrotingsjaar".

Artikel 27.

Artikel 27 geeft de Instituten de mogelijkheid mee te werken aan de oprichting van ondernemingen waarvan het

.../...

doel verenigbaar is met hun wettelijke opdracht of met het doel van hun statuten.

Het Parlement zal moeten oordelen in hoeverre de bevoegdheid die hun door het ontworpen artikel wordt verleend, verenigbaar is met hun status van instelling van openbaar nut.

Op de vierde regel schrijve men : "bij een in de Ministerraad overlegd besluit".

Artikel 30.

Paragraaf 1.

In paragraaf 1 behoort er in de Franse tekst te worden geschreven : "de la présente loi sont transférés ...".

De Nederlandse tekst van dezelfde paragraaf zou als volgt gesteld moeten worden :

"§ 1. De instellingen vermeld in artikel 1, § 1, van deze wet worden met hun bestaande personeelsformatie, taalkader en structuur aan de instituten overgedragen".

.../...

Paragraaf 2.

In paragraaf 2, tweede zin, behoort er te worden geschreven :

"De personen die krachtens een arbeidsovereenkomst zijn tewerkgesteld in een instelling of in een groep van instellingen en op dezelfde datum in dienst zijn, worden binnen de perken van de wettelijke en verordeningsbepalingen die op de wetenschappelijke instellingen van de Staat algemeen toepasselijk zijn en zullen zijn, met behoud van hun overeenkomst aan de instituten overgedragen".

Artikel 32.

Het zou beter zijn het begin van artikel 32 in het Frans als volgt te redigeren :

"Art. 32. Les Instituts sont substitués à l'Etat ...".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.